



Le Saint-Siège

**DISCOURS DU PAPE JEAN PAUL II
AU NOUVEL AMBASSADEUR DES PHILIPPINES
LORS DE LA PRÉSENTATION DES LETTRES DE CRÉANCE***

Vendredi 8 février 2002

Monsieur l'Ambassadeur,

Je suis heureux de vous accueillir aujourd'hui au Vatican et d'accepter les Lettres de Créance qui vous nomment Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République des Philippines près le Saint-Siège. Votre pays et le Saint-Siège entretiennent des relations diplomatiques depuis désormais cinquante ans, et je suis certain que vous oeuvrerez pour étendre et renforcer les liens étroits d'amitié et de coopération qui existent entre nous. Je suis profondément reconnaissant pour les salutations que vous me transmettez de la part de S.E. Mme le Président Gloria Macapagal-Arroyo et de la part du gouvernement et du peuple des Philippines. Je vous prie de leur transmettre en retour l'assurance de mon estime et de ma bonne volonté, ainsi que de mes prières pour l'harmonie et le développement continu de la nation.

Votre Excellence, vos paroles au sujet des espérances et des efforts du peuple philippin dans la cause de la paix dans leur pays et dans le monde, sont un écho de l'aspiration universelle à la bonté, à la justice et à la solidarité dans les relations humaines, qui a été cruellement ébranlée par les événements des derniers mois. En tant que croyants, nous savons que la paix n'est pas le résultat uniquement de projets et d'efforts humains, mais qu'elle est un don de Dieu au monde qu'il a créé. Elle est la plénitude de ses bénédictions à l'homme, la seule créature que Dieu a voulue pour elle-même (cf. *Gaudium et spes*, n. 24). La récente rencontre pour la Paix à Assise, qui a réuni les représentants des Eglises chrétiennes et des Communautés ecclésiales, ainsi que les fidèles des principales religions du monde, a montré que des personnes d'origines culturelles et religieuses très diverses sont fermement convaincues que la violence sous toutes ses formes est totalement incompatible avec le véritable sentiment religieux et même avec la dignité humaine. Les chefs des nations ont le devoir de trouver les moyens pratiques et techniques de traduire en lois, en institutions et en actions les aspirations du coeur humain pour la tranquillité de l'ordre qui

est la véritable paix.

Votre propre pays n'est pas sans ressentir les effets des événements actuels. Aucune solution négociée n'a été apportée aux difficultés de longue date et les conflits se sont aggravés. Permettez-moi de répéter ici ce que j'ai proposé dans le [*Message pour la Journée mondiale de la Paix*](#) de cette année. Les piliers de la paix dans votre pays, comme partout ailleurs, sont la justice et le pardon: la justice qui garantit le plein respect des droits et des responsabilités et la distribution équitable des profits et des charges; et le pardon qui guérit et qui rétablit en profondeur les rapports humains perturbés (cf. n. 3). Nous ne pouvons certainement pas penser que la justice et le pardon découleront de la violence et du conflit; il s'agit de vertus morales qui guident notre responsabilité personnelle et collective à choisir ce qui conduit au bien commun et à éviter tout ce qui nie ou déforme la vérité de notre être.

Tous les hommes et les femmes de raison reconnaissent que le bien commun est l'objectif d'un bon gouvernement. Mais ce bien est un bien humain, qui vise le bien-être intégral des personnes dans toute la complexité de leurs vies personnelles et interpersonnelles. Ce serait une grave erreur de limiter les politiques publiques à la recherche du progrès économique, qui est trop souvent mesuré en termes de croissance de la consommation, comme si cela seul pouvait suffire à satisfaire les aspirations d'un peuple. Comme je l'ai écrit dans la Lettre encyclique [*Centesimus annus*](#), "Il n'est pas mauvais de vouloir vivre mieux, mais ce qui est mauvais, c'est le style de vie qui prétend être meilleur quand il est orienté vers l'avoir et non vers l'être, et quand on veut avoir plus, non pour être plus, mais pour consommer l'existence avec une jouissance qui est à elle-même sa fin" (n. 36). Le véritable progrès ne peut manquer de prendre en considération les traditions et les besoins culturels et spirituels d'un peuple. A cet égard, les politiques et les programmes réussissent ou échouent en fonction de l'importance qu'ils attribuent au développement humain intégral. C'est pourquoi, la mondialisation croissante de l'économie, avec son nivellement des différences culturelles, n'est pas nécessairement et systématiquement une solution aux besoins réels. En fait, elle peut aggraver les déséquilibres déjà évidents entre ceux qui bénéficient de la capacité croissante du monde à produire des richesses et ceux qui sont laissés en marge du progrès. Le grand défi moral auquel les nations et la Communauté internationale doivent faire face consiste à allier le développement à la solidarité - un réel partage des bénéfices - afin de surmonter le sous-développement déshumanisant et le "sur-développement" qui considère les personnes comme de simples unités économiques dans un système de consommation (cf. [*Ecclesia in Asia*](#), n. 32). Le développement n'est donc jamais une simple question technique ou économique; il est fondamentalement une question humaine et morale. Il exige un sens renouvelé de l'engagement moral de la part de ceux qui servent le bien commun.

La question aujourd'hui est de savoir si la culture dominante peut placer la vie économique et politique dans un véritable contexte moral, afin d'assurer que le bien commun soit servi. C'est précisément sur ce point qu'une coopération fructueuse entre les autorités publiques et l'Eglise est

nécessaire. Chacune dans son domaine sert le développement intégral des membres de la société. Monsieur l'Ambassadeur, il existe dans votre pays une longue tradition de coopération et de soutien mutuels entre l'Eglise et la société civile. Les moments difficiles n'ont pas manqué, mais en règle générale, ils ont été surmontés de façon rapide et satisfaisante. En de nombreuses occasions, j'ai encouragé les évêques des Philippines dans leurs efforts en vue d'éduquer et de former les laïcs à l'enseignement religieux et social qui leur permettra de transformer et d'édifier dans la justice et la solidarité la société dans laquelle ils vivent. Des défis importants attendent votre nation et ils exigent l'engagement le plus profond de la part de tous ses citoyens, y compris la contribution particulière des jeunes. En se fondant sur les meilleures traditions philippines de la vie familiale, de la préoccupation et du service réciproque, et en réduisant les excès de privilège et d'intérêts partisans, la nation pourra se tourner vers un avenir lumineux.

Monsieur l'Ambassadeur, en entrant dans la communauté des diplomates accrédités près le Saint-Siège, vous serez conscient d'entrer dans un cadre différent de celui dans lequel évoluent généralement les représentants diplomatiques. Ici, vous aurez la possibilité de réfléchir personnellement sur les questions les plus profondes concernant le progrès de l'humanité. Ici, vous pourrez contribuer à un débat permanent sur les vérités qui sous-tendent les événements et les courants de notre histoire humaine. Avec tous mes vœux de succès pour votre mission, j'invoque les Bénédiction de Dieu tout-puissant sur vous, sur votre famille et sur le bien-aimé peuple philippin.

**L'Osservatore Romano. Edition hebdomadaire en langue française n.9 p.7.*

© Copyright 2002 - Libreria Editrice Vaticana

Copyright © Dicastero per la Comunicazione - Libreria Editrice Vaticana